

(N° 118.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 AVRIL 1904.

Projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. DOHET.

MESSIEURS,

Le projet de loi, déposé par le Gouvernement, dans la séance du 16 mars 1904, a pour objet de faire décider que les enquêtes, en matière de divorce, au lieu de se faire devant le tribunal, auront lieu devant un juge commis. Les dépositions des témoins seront reçues, à huis-clos, en présence du ministère public.

D'autre part, après la première comparution, si le juge n'est pas parvenu à réconcilier les époux, une période d'épreuve de six mois leur sera imposée; ce délai pourra, par ordonnance motivée et quand l'une des parties invoquera des raisons d'un caractère impérieux, être réduit à une durée inférieure à deux mois.

L'idée de modifier le chapitre du divorce, au point de vue de la tenue des enquêtes, est déjà ancienne, mais les projets, tels qu'ils ont été successivement présentés par M. Lejeune à la Chambre, le 5 avril 1892 (3), par MM. Bara et Picard, au Sénat, le 24 mars 1898 (4) et le projet, uniquement relatif aux enquêtes, présenté par M. Destrée, à la Chambre, le 3 avril

(1) Projet de loi, n° 84.

(2) La Commission, présidée par M. NERINX, était composée de MM. DECOCQ, HARMIGNIE, HYMANS, DENIS, RAEMDONCK, MABILLE et DOHET.

(3) *Documents parlementaires*, session de 1891-1892, n° 154, p. 192.

(4) *Annales parlementaires*. Sénat, séance du 24 mars 1898, pp. 220 et 221.

1901 (1), n'ont été admis ni par la Commission spéciale de la Chambre, ni par le Sénat (2).

Le projet de loi actuel a été adopté par la Commission spéciale et il doit cette faveur à l'ensemble de ses dispositions.

Le but poursuivi de faciliter la liquidation des arriérés des tribunaux de première instance eut été insuffisant pour obtenir l'adhésion de la majorité des membres de la Commission car, comme le disait M. Begerem au Sénat, d'autres mesures peuvent être prises et recherchées; il ne conviendrait certes pas, pour décharger les tribunaux d'une partie de leur tâche, de prendre des mesures qui auraient pour résultat de faciliter le divorce et de vicier dans son essence l'économie de la procédure voulue en cette matière spéciale par le Code civil.

Mais il faut reconnaître d'abord que si l'article 253 du Code civil dispose que les dépositions des témoins seront reçues par le tribunal tout entier, cet article, dont le vœu était que les juges présents aux enquêtes fussent ceux qui statuaient sur l'action, n'a pas eu l'efficacité que le législateur aurait voulu lui donner.

Le Département de la Justice, en réponse aux questions lui posées à la demande de l'un des membres de la Commission, saisie de l'examen de la proposition de M. Destrée, a fait connaître, le 7 octobre 1901, le nombre des enquêtes en divorce pendantes, au début de l'année judiciaire, devant chacun des tribunaux du pays.

Des renseignements recueillis, il résulte d'une part que, sauf dans les tribunaux de Bruxelles, Anvers et Charleroi, ce sont, en règle générale, les juges qui ont assisté aux enquêtes qui rendent le jugement définitif statuant sur la demande en divorce et que, d'autre part, à en juger par les indications données, ce sont précisément les trois tribunaux de Bruxelles, Anvers et Charleroi réunis qui ont à connaître de la grande majorité des divorces.

Nous transcrivons en annexe la lettre de M. le Ministre de la Justice et le tableau statistique du nombre des enquêtes en divorce pendantes devant les tribunaux, joint à cette dépêche.

Le projet de loi maintient d'ailleurs, à titre de garantie essentielle, la présence du ministère public, particulièrement indiquée pour ce genre d'enquêtes, puisque tout ce qui touche au divorce est d'ordre public.

La Commission, en adoptant le projet, a été mue surtout par la considération que si des modifications sont apportées à la tenue des enquêtes, dans l'intérêt du fonctionnement plus régulier de la justice, les modifications sont compensées par une nouvelle et importante mesure, dont il est permis d'espérer de bons résultats.

(1) *Documents parlementaires*. Chambre, session de 1900-1901, n° 132, p. 461.

(2) Rapport de la Commission spéciale. *Documents*. Chambre des Représentants. Session de 1895-1896, n° 108, pp. 293 et 294. Rapport de la Commission de la justice au Sénat. Réunion du 30 mars 1898. *Documents*. Session de 1897-1898, n° 24, pp. 27 et 28. *Annales parlementaires*. Sénat. Séance du 24 janvier 1899.

Dorénavant, si le juge ne peut parvenir à opérer un rapprochement entre les époux, une période d'épreuve de six mois leur sera imposée.

Toutefois le juge pourra, sur la demande de l'un d'eux faite séance tenante, abréger cette période par une ordonnance motivée, sans néanmoins pouvoir la réduire à une durée inférieure à deux mois.

Le juge ne pourra abréger le temps d'épreuve de six mois que si l'une des parties invoque des raisons d'un caractère impérieux.

La Commission, sur la demande de l'un de ses membres, souligne spécialement cette signification que l'Exposé des motifs, et la Commission après lui, donnent aux mots « ordonnance motivée ». Le délai de six mois devra donc être la règle. Ce temps d'épreuve ne pourra être abrégé que dans des cas exceptionnels, pour des motifs impérieux.

La comparution des parties devant le président a, en effet, pour but d'arriver, non pas à la réconciliation proprement dite des époux, mais, d'une manière plus générale, à la renonciation de l'époux à sa demande en divorce.

Cette disposition est sage et prudente; il est du devoir du législateur d'éviter une procédure expéditive et de laisser aux époux le temps du calme et de la réflexion, il doit regarder au delà du cercle des dissensions conjugales et prévoir la possibilité d'un rapprochement; il y a lieu, surtout pour lui, de considérer les conséquences que le divorce entraîne pour les enfants issus du mariage.

Les demande en divorce affluent notamment, avec une progression déplorable, devant les bureaux de consultations gratuites. A côté de demandes pour lesquelles on invoque des motifs graves, il en est de nombreuses dues à un moment d'irritation ou d'entraînement, peu méditées et peu réfléchies.

L'expérience démontre que, plus d'une fois, un délai d'attente dans la marche de la procédure a amené l'abandon de l'action intentée, voire même la réconciliation des époux.

La procédure en divorce appelle l'éventualité de mesures provisoires relativement à la résidence de la femme, à la garde des enfants, à la pension alimentaire.

Le nouvel article 239, § 4, édicte que le juge pourra statuer, pour la durée du temps d'épreuve, sur la résidence provisoire des époux, la garde des enfants et les demandes en pension alimentaire.

Les décisions prises par le juge ne sont pas susceptibles d'appel.

Les demandes provisoires sont introduites par assignation.

Cette disposition a été discutée au sein de la Commission; on a observé que c'était une dérogation au droit commun, puisque aujourd'hui c'est le tribunal qui décide, que l'appel comme l'intervention du ministère public étaient de règle lorsqu'il s'agit de questions intéressant l'exercice de la puissance paternelle, du pouvoir marital et intéressant au plus haut degré les enfants, qu'il pourrait y avoir lieu de craindre qu'une décision erronée et sans appel, au lieu de concilier, eût plutôt pour effet d'aigrir et d'accentuer les dissentiments des époux.

Il a été répondu, entre autres arguments, que la logique juridique com-

mandait de s'adresser au président, que le tribunal ne devait intervenir que s'il était saisi, qu'on était dans une phase de réflexion et de conciliation préalable au procès, au débat contentieux.

Si une publicité même restreinte se trouvait exigée, le succès des tentatives de rapprochement était compromis et il le serait souvent de façon presque irréparable si l'on était obligé de discuter des questions intimes et délicates, la résidence de la femme, la garde des enfants, questions dans lesquelles les griefs des parties éclateraient avec force et provoqueraient des commentaires divers.

Le ministère public, a-t-on ajouté, n'assistait pas à la comparution personnelle des parties; cette assistance enlèverait tout caractère paternel et intime à l'intervention du président et, en ce qui concerne l'appel, les mesures provisoires étaient de courte durée et seraient toujours révocables. En introduisant devant la Cour un débat contentieux, on modifiait fondamentalement l'économie du système proposé; on donnait une publicité relative aux différends qui séparent les époux et on brisait l'unité de direction qui doit présider à l'essai de réconciliation; l'appel exigerait, d'ailleurs, divers délais et il était à craindre qu'au lieu de se recueillir dans le calme, les deux époux n'épuisent, alors! toute la durée de l'épreuve destinée à l'apaisement en luttes judiciaires irritantes.

Ces raisons ont déterminé l'adhésion de la section centrale à la nouvelle disposition.

La Commission propose de remplacer les mots : « pour la durée du temps d'épreuve », par les mots, « pendant la durée du temps d'épreuve ».

La substitution du mot « pendant » au mot « pour » a paru justifiée à la Commission.

Les mots « pour la durée du temps d'épreuve » pourraient, en effet, paraître impliquer la nécessité d'une décision nouvelle de justice, aussitôt la période d'épreuve écoulée.

La Commission spéciale estime que, pour plus de facilité et pour éviter la voie de l'assignation pendant la période de conciliation, les époux pourraient être autorisés, si les deux parties étaient présentes, à formuler leurs demandes relativement à la résidence provisoire, la garde des enfants et la pension alimentaire, par requête, même verbale, lors de la comparution devant le président. Les quatrième, cinquième et sixième paragraphes du nouvel article 239 seraient en conséquence rédigés comme suit :

« Le juge peut, pendant la durée du temps d'épreuve, statuer sur la résidence provisoire des époux, la garde des enfants et les demandes de pension alimentaire.

Les demandes provisoires sont introduites par assignation. Elles peuvent l'être par requête, même verbale, lors de la comparution devant le président, si les deux parties sont présentes.

Les décisions prises par le juge en vertu du présent article ne sont pas susceptibles d'appel. »

Le gouvernement a déclaré se rallier aux modifications proposées à l'article 239 par la Commission spéciale. Un des membres de la Commission a

signalé que le texte portait « résidence provisoire des époux », et il a posé la question de savoir si l'on ne dirait pas plus exactement « résidence provisoire de l'épouse ».

Il a été répondu que le texte, en parlant des époux, s'exprimait avec plus d'exactitude ; la doctrine et la jurisprudence admettent que le juge peut considérer les circonstances, les convenances et l'intérêt de la famille. Ainsi, si la femme exerce une industrie ou un commerce dans la maison conjugale, l'équité exige qu'elle y reste et que le mari la quitte.

Le texte des articles 252 et 253 n'a pas donné lieu à observations.

Le projet porte que le juge-commis pourra confronter les témoins soit d'office, soit à la requête d'une des parties.

La proposition de loi de M. Destrée, en date du 3 avril 1904, contenait la même disposition.

L'article 262 du Code de procédure civile dit que les témoins seront entendus spécialement, c'est-à-dire qu'aucun témoin n'est entendu en présence d'un autre.

On a soutenu que les termes de l'article 262 excluaient la confrontation des témoins, que ceux-ci ayant déposé, la déposition faite était irrévocablement close et définitive en matière d'enquête civile et que la disposition paraissait s'imposer avec plus de force en matière de divorce, l'article 283 du Code prescrivant que les enquêtes sont reçues à huis-clos.

Or, la confrontation des témoins est un acte d'instruction qui est souvent d'un effet très utile au point de vue de la découverte de la vérité.

Il est à remarquer que l'article 73 du Code d'instruction criminelle détermine aussi que les prévenus seront entendus séparément et hors de la présence du prévenu, par le juge d'instruction assisté de son greffier, cependant la pratique contraire a prévalu. Elle se base sur l'utilité de cette confrontation pour éclaircir les points obscurs ou contradictoires des témoignages, et sur cette considération juridique que l'obligation d'entendre séparément n'implique pas la défense de confronter après avoir entendu de cette manière (1). En tous cas, la défense n'est pas prononcée à peine de nullité. La confrontation des témoins a toujours été admise sans conteste, en matière criminelle, devant les juridictions de jugement.

Son emploi peut être très utile, comme le dit l'Exposé des motifs, en matière de divorce où fréquemment les témoins sont en désaccord ou paraissent l'être sur des points importants ; c'est ici qu'il convient d'appliquer le principe que le juge peut employer tous les moyens d'instruction qu'il croit nécessaires pour éclairer sa religion.

L'Exposé des motifs constate que, lors du débat au Sénat, on fut frappé de l'inquiétante progression du nombre de demandes en divorce, depuis quelques années, et de sa diffusion au sein des classes laborieuses.

(1) *Pandectes belges*, v° Confrontation de témoins, n°s 6, 7 et 8.

Et en fait, à côté de quelques pays qui tiennent encore leurs frontières fermées aux divorces, une progression considérable du nombre de ceux-ci se remarque chez tous les peuples qui ont introduit l'institution du divorce dans leur législation civile.

Le projet de loi ramène naturellement l'attention sur les questions si importantes que soulève la matière du divorce.

L'indissolubilité du mariage, proclamée par le droit canonique, est restée longtemps un des grands principes du droit public français.

La loi du 23 septembre 1792 permit de la manière la plus large le divorce, sur simple allégation d'incompatibilité d'humeur ou de caractère, ou après un acte déposé au greffe de la municipalité constatant que six parents et amis n'avaient pu concilier les époux, et dans le délai d'un mois au moins et de six mois au plus tard de la date de cet acte.

La loi radicale de septembre 1792 entraîna des scandales et des abus tels qu'elle disparut bientôt sous le Consulat et l'Empire, et depuis la loi du 8 mai 1816, la France vécut à nouveau sous un régime qui avait supprimé l'institution du divorce; la proposition de le rétablir, constamment repoussée, ne fut admise qu'après une vive résistance, par la loi du 27 juillet 1884.

Le nombre des divorces en France, pour les cinq derniers mois de 1884, fut de 1,773, en 1885 de 4,640 (1); de 4,781 en 1886 (2), pour s'élever au chiffre de 7,243 en 1891, de 9,144 en 1894 et de 9,283 en 1897. Dans ce chiffre ne sont pas comprises les demandes en séparation de corps, qui étaient de 2,637 en 1897 (3).

Le nombre des divorces, qui était dans la classe ouvrière de 889 en 1885, a été de 4,674 en 1894; les demandes les plus fréquentes de divorces, plus de la moitié, viennent des ménages ouvriers; cette proportion dans les villes est énorme et déplorable, tandis que le mariage, par contre, tend à devenir plus rare dans la classe ouvrière des villes (4).

Il n'est pas de peuple, dit M. de la Marcère, secrétaire perpétuel des sociétés de prévoyance de France, au Congrès des sociétés savantes (section des sciences économiques et sociales), qui souffre d'une si grave et si rapide désorganisation de la famille (5).

En Belgique, les résultats sont semblables.

En 1830, on enregistrait pour toute la Belgique 4 divorces; en 1840, 26; en 1850, 29; en 1860, 56; en 1870, 81; puis 214 en 1880; 373 en 1890; 747 en 1898; 563 en 1899; 690 en 1900 et 821 en 1901 (6).

La statistique de 1901, donnée par le Département de la Justice et que

(1) Compte général de l'administration civile et commerciale en France. Rapport du Ministre de la Justice pour l'année 1885. XIII.

(2) Ibidem, année 1886. Rapport, page XI.

(3) *Revue de statistique*, troisième année, 1900-1901, pp. 503 et 504.

(4) *Revue de statistique*, première année, 1898, p. 128.

(5) Ibidem.

(6) *Annuaire statistique de la Belgique*. Mouvement de l'état civil et de la population, de 1850 à 1902. Trente-troisième année, 1902.

nous avons citée ci-dessus, fait voir qu'au début de l'année judiciaire 1901, il y avait en arrière seulement 248 enquêtes en divorce dont 212 pour le ressort de Bruxelles.

Le législateur civil n'aime pas le divorce ; le Code ne l'a admis qu'à titre d'exception, comme une nécessité, et toutes ses dispositions ont été rédigées dans le but d'assurer dans la mesure du possible, la durée, la perpétuité du mariage, d'empêcher le divorce en prescrivant des tentatives réitérées de conciliation, de fournir à chaque pas aux parties l'occasion de réfléchir et de s'arrêter.

Il est avéré que la prévoyance du législateur n'a point eu les résultats entrevus.

Les formes, les épreuves, disait Treilhard, dans l'exposé des motifs du titre VI du livre I^{er} du Code Napoléonien, dont le divorce sera environné, pourront en prévenir l'abus. Espérons, ajoutait-il, que le nombre des époux divorcés ne sera pas grand !

De même en France, lors de la loi du 27 juillet 1884, on a compté que la loi, loin de provoquer le relâchement des mœurs, produirait un effet salutaire : il y aurait à la fois plus de mariages et moins de divorces à l'avenir que de séparations de corps dans le passé ; d'ailleurs, la justice réserverait le divorce pour les cas les plus graves et saurait en empêcher l'extension.

Les faits, les statistiques ont répondu et continuent à répondre à des espérances chimériques.

On commence à se préoccuper des effets désastreux du divorce, et pour la femme qui en est le plus souvent la victime et surtout pour les enfants privés du bienfait du mariage de leurs parents, de l'éducation saine, forte, sage et dévouée que l'union indissoluble de ceux-ci devait leur assurer.

Parmi les écrivains, ils en est qui sollicitent une grande réforme dans la loi matrimoniale par la suppression du divorce ; d'autres, théoriciens nouveaux, faisant valoir que le mariage est, suivant eux, un contrat civil ordinaire et que les contractants sont toujours libres de défaire ce qu'ils ont fait, préconisent l'union libre.

La Commission spéciale (1) nommée pour examiner le projet présenté par M. Lejeune le 5 avril 1892, estimait à l'unanimité que la procédure en divorce étant une procédure spéciale, en connexité avec le fond, devait être l'objet d'une revision d'ensemble et qu'il n'était pas sans inconvénient de toucher à quelques dispositions relatives à cette procédure sans se préoccuper des autres.

Nous signalons, comme nous le faisons déjà dans notre rapport du 7 mars 1894 et dans la séance de la Chambre du 2 juillet 1901, l'utilité et l'opportunité d'envisager d'une manière générale les dispositions légales en vigueur et de se demander si, en supposant l'institution du divorce maintenue, certains articles du Code ne réclament point des modifications urgentes ou ne devraient point disparaître.

(1) La Commission était composée de MM. De Lantsheere, président; Declercq, De Sadeleer, Ullens, Raemdonck, Dohet et Graux.

Ainsi en est-il de la disposition condamnée par l'intérêt social et par le morale de l'article 293 du Code civil, aux termes de laquelle les époux, divorcés pour quelque cause que ce soit, ne pourront plus se réunir.

La loi de 1792 elle-même permettait aux époux divorcés de se remarier.

L'iniquité de l'article 293 du Code civil a disparu dans la loi française; l'ancien article est supprimé et remplacé par une disposition nouvelle permettant la réunion des époux moyennant une nouvelle célébration de mariage et adoption du même régime matrimonial que celui qui réglait originellement leur union.

Laurent, à l'exemple de la loi française, a proposé dans son avant-projet de revision du Code civil d'autoriser les époux divorcés à se réunir, en célébrant de nouveau leur mariage et en rétablissant leurs conventions matrimoniales, telles qu'elles étaient primitivement réglées.

D'autres dispositions appellent une réforme; citons entre autres l'article 310 du Code civil qui autorise l'époux originairement défendeur à demander, lorsque la séparation aura duré trois ans, et à faire prononcer obligatoirement le divorce.

En présence du texte de l'article 310, la jurisprudence s'est crue obligée de considérer comme indifférents les motifs même légitimes que peut avoir l'époux originairement demandeur pour n'accueillir qu'en tant que compatible avec sa dignité, l'offre de faire cesser la séparation de corps et de lui dénier le droit d'exiger de son conjoint, comme condition de la reprise de la vie commune, l'accomplissement des obligations légales découlant du mariage (1).

Aussi la loi française réserve aux magistrats le droit d'apprécier, au point de vue plus rigoureux du divorce, les faits qui ont servi de base au jugement de séparation de corps; ils ont, de plus, le droit d'examiner toutes les circonstances de la cause, d'apprécier même les faits postérieurs au jugement de séparation, pour en tirer des motifs qui seraient de nature à faire rejeter la demande de conversion de la séparation de corps en divorce.

Au point de vue de la procédure, la loi n'offre pas toutes les garanties de la procédure ordinaire. L'opposition, notamment, qui est la voie ordinaire pour attaquer les jugements par défaut, est fermée aux seuls plaideurs en divorce et l'appel est le seul recours qui appartienne au défendeur défaillant. Nous signalons la matière importante du divorce et spécialement les points déterminés, dont nous venons de parler, à toute l'attention aussi bien qu'à l'initiative du Gouvernement et de la législature.

L'économie de la loi subsiste dans toutes les dispositions non visées au projet, le demandeur devra toujours être présent à tous les devoirs de la procédure, y compris les enquêtes.

(1) Bruges, 5 mars 1894, *Pas.*, 1894, 3, 178.

Gand, 30 mars 1895, *Pas.*, 1895, 2, 283.

Gand, 27 juillet 1897, *Pas.*, 1898, 2, 49.

Bruxelles, 18 décembre 1897, 1898, 2, 50.

Cassation Belge, 24 juin 1898, *Pas.*, 1898, 1, 243.

Le projet a été adopté à l'unanimité par la Commission spéciale.

M. Denis, en émettant son vote affirmatif du projet, a fait consigner la déclaration suivante :

« L'un des membres de la Commission, en reconnaissant le droit absolu du rapporteur de développer toute sa pensée, signale cependant l'impossibilité de discuter en ce moment les graves questions qu'il a soulevées ; si légitimes que soient les préoccupations du rapporteur à l'égard de la progression des divorces, il importe de dire bien haut que jamais, à aucune époque, la matrimonialité n'a été plus élevée que dans les quatre dernières années ; jamais elle n'a atteint les proportions de 1900 et 1901, qui sont de 8.62 et 8.70 ménages par 1,000 habitants. Ces proportions s'appliquent évidemment à la masse de la population, et dans toute la mesure où la science statistique permet de l'affirmer, à la classe ouvrière. La raison en est que la matrimonialité a un coefficient plus élevé dans les provinces industrielles que dans les provinces agricoles. Si chacun doit déplorer la progression des divorces et si tous les efforts doivent concourir à en réduire le nombre, il faut inférer de ce qui précède que cet accroissement est loin de révéler que la tendance au mariage soit diminuée ; la progression des divorces se rattache à des causes générales qu'il faut s'appliquer à étudier et à conjurer avec toute l'énergie possible.

» Je suis d'ailleurs d'accord complètement avec le rapporteur sur la nécessité d'abroger l'article 298 du Code civil, qui constitue une véritable inhumanité.

» (Signé) H. DENIS. »

Le projet a été adopté à l'unanimité par la Commission spéciale.

Le Rapporteur,

F. DOHET-DELRUE.

Le Président,

G. NERINCX.



ANNEXES.

I.

PROPOSITION DE LOI

modifiant la procédure en matière
de divorce.

Amendements présentés par la Commission.

ART. 239. — Au jour indiqué, le juge fera aux deux époux, s'ils se présentent, ou au demandeur s'il est seul comparant, les représentations qu'il croira propres à opérer un rapprochement.

S'il ne peut y parvenir, une période d'épreuve de six mois sera imposée aux époux. Toutefois, le juge pourra, sur la demande de l'un d'eux faite séance tenante, abréger cette période par une ordonnance motivée, sans néanmoins pouvoir la réduire à une durée inférieure à deux mois.

A la date fixée par le juge, les parties ou le demandeur se présenteront de nouveau devant lui; s'il ne parvient pas à opérer un rapprochement, il en dressera procès-verbal et ordonnera la communication de la demande et des pièces au ministère public et le référé du tout au tribunal.

Le juge peut, pendant la durée du temps d'épreuve, statuer sur la résidence provisoire des époux, la garde des enfants et les demandes en pension alimentaire.

Les demandes provisoires sont introduites par assignation. Elles peuvent l'être par requête, même verbale, lors de la comparution devant le président si les deux parties sont présentes.

Les décisions prises par le juge en vertu du présent article ne sont pas susceptibles d'appel.

ONTWERP VAN WET

tot wijziging der rechtspleging in zake
van echtscheiding.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ART. 239. — Ten gestelden dage houdt de rechter den echtgenooten, indien beiden zich aanbieden, of den eischer, indien deze alleen verschijnt, zoodanige bedenkingen voor, als hij gepast oordeelt om éene toenadering tot stand te brengen.

Zoo hij daarin gelukt, wordt den echtgenooten een proeftijd van zes maanden opgelegd. Evenwel kan de rechter, op dadelijk door één hunner gedaan verzoek, dien proeftijd door een gemotiveerd bevel verkorten, zonder hem nochtans tot minder dan twee maanden te mogen verminderen.

Op den door den rechter bepaalden dag, bieden partijen of de eischer zich opnieuw voor hem aan; gelukt de rechter er niet in éene toenadering tot stand te brengen, dan maakt hij daarvan proces-verbaal op en beveelt de mededeeling van den eisch en van de stukken aan het openbaar ministerie en de verwijzing van het geheel naar de rechtbank.

De rechter kan, zoolang de proeftijd duurt, beslissen aangaande de tijdelijke verblijfsplaats der echtgenooten, de bewaring der kinderen en de aanvragen om uitkeering tot onderhoud.

De voorloopige aanvragen worden bij dagvaarding gedaan. Zij kunnen worden gedaan bij verzoekschrift, zelfs bij mondeling verzoek, tijdens de verschijning voor den voorzitter, indien beide partijen aanwezig zijn.

De beslissingen van den rechter, ingeval hij uitspraak doet krachtens dit artikel, zijn niet vatbaar voor hooger beroep.

II.

Bruxelles, le 7 octobre 1901.

*A M. Dohet-Delrue, membre de la Chambre des Représentants.***MONSIEUR LE RAPPORTEUR,**

J'ai l'honneur de vous transmettre, en réponse aux questions posées par M. Denis et contenues dans votre lettre du 21 août écoulé, le tableau statistique ci-joint indiquant le nombre des enquêtes en divorce pendantes au début de l'année judiciaire devant chacun des tribunaux du pays.

Des renseignements qui m'ont été fournis, il résulte que, sauf dans les tribunaux de Bruxelles, Anvers et Charleroi, ce sont, en règle générale, les juges qui ont assisté aux enquêtes qui rendent le jugement définitif statuant sur la demande en divorce.

Veuillez agréer, Monsieur le Rapporteur, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre de la Justice,***VAN DEN HEUVEL.**

**NOMBRE DES ENQUÊTES EN DIVORCE PENDANTES
DEVANT LES TRIBUNAUX.**

Ressort de Bruxelles.

Bruxelles	167	Report.	184
Louvain	5	Turnhout	0
Nivelles	3	Mons	5
Anvers	11	Charleroi	23
Malines	0	Tournai	1
A reporter.	184	Total.	213

Ressort de Gand.

Gand	8	Report.	11
Audenarde	0	Courtrai	2
Termonde	0	Furnes	0
Bruges	3	Ypres	0
A reporter.		Total.	13

Ressort de Liège.

Liège	15	Report.	21
Verviers	3	Marche	0
Huy	1	Neufchâteau	0
Hasselt	0	Namur	1
Tongres	0	Dinant.	0
Arlon	0		
A reporter.	24	Total.	22

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 APRIL 1904.

Ontwerp van wet tot wijziging der rechtspleging in zake van echtscheiding (1)

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DOHET.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet, door de Regeering den 16ⁿ Maart overgelegd, strekt om te doen beslissen dat het getuigenverhoor in zake van echtscheiding, in plaats van te geschieden voor de rechtbank, wordt gehouden ten overstaan van een aangestelden rechter. Verklaringen van getuigen worden met gesloten deuren, in aanwezigheid van het openbaar ministerie afgenomen.

Anderzijds wordt, na de eerste verschijning, zoo het den rechter niet gelukt de echgenooten te verzoenen, hun een proeftijd van zes maanden opgelegd; die tijd kan, bij met redenen omkleed bevel en zoo eené van beide partijen redenen van dringenden aard aanvoert, worden vermindert tot min dan twee maanden.

Sedert lang reeds bestaat er plan om het hoofdstuk der echtscheiding te wijzigen, met het oog op het houden van het getuigenverhoor; doch de ontwerpen, ter Kamer overgelegd, door den heer Lejeune, op 5 April 1892 (3), in den Senaat door de heeren Bara en Picard, op 24 Maart 1898 (4), en het ontwerp enkel betreffende getuigenverhoor, door den heer Destrée den 5ⁿ April 1901 (5), ter Kamer ingediend, werden niet goedgekeurd door de bijzondere Commissie der Kamer, noch door den Senaat (6).

(1) Wetsontwerp, n^o 84.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer NERINX, bestond uit de heeren Decocq, HARMIGNIE, HYMANS, DENIS, RAEMDONCK, MABILLE en DOHET.

(3) *Documents parlementaires*, zittingsjaar 1891-1892, n^o 154, blz. 192.

(4) *Annales parlementaires*, Senaat, zitting van 24 Maart 1898, blz. 220 en 221.

(5) *Documents parlementaires*, Kamer, zittingsjaar 1900-1901, n^o 152, blz. 461.

(6) Verslag der bijzondere Commissie.— Oorkonden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, zittingsjaar 1893-1894, n^o 108, blzz. 293 en 294. Verslag der Commissie van justitie, Senaat. Vergadering van 30 Maart 1898. Oorkonden, zittingsjaar 1897-1898, n^o 24, blazz. 27 en 28. *Annales parlementaires*, Senaat, vergadering van 24 Januari 1899.

Het aanhangig wetsontwerp werd goedgekeurd door de bijzondere Commissie, en wel uit hoofde van het gezamenlijke zijner bepalingen.

Het beoogde doel, dat het afdoen der verachterde zaken bij de rechtbanken van eersten aanleg te vergemakkelijken, ware niet toereikend geweest om de instemming van de meerderheid der leden van de Commissie te verwerven, want, zooals de heer Begerem in den Senaat zegde, er kunnen andere maatregelen worden gezocht en genomen; ten einde de rechtbanken te ontslaan van een deel harer taak, zou het voorwaar niet passen dat maatregelen worden genomen om echtscheiding te vergemakkelijken, en dat de samenhang der voor deze gansch bijzondere zaken door het Burgerlijk Wetboek gewilde rechtspleging in zijnen aard werd gekrenkt.

Doch eerst en vooral dient te worden erkend, dat, zoo artikel 283 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt dat verklaringen van getuigen rechtstreeks worden ontvangen door de gansche rechtbank, dit artikel, naar luid waarvan de rechters, aanwezig bij het getuigenverhoor, ook uitspraak moesten doen over de zaak, niet de doelmatigheid had welke de wetgever beoogde.

Antwoordend op de vragen, gesteld op verzoek van een der leden van de Commissie, belast met het onderzoek van het voorstel des heeren Destrée, deelde het Departement van Justitie, den 7^{en} October 1901, het getal getuigenverhooren mede, in voor iedere rechtbank des lands aanhangige zaken van echtscheiding, bij den aanvang van het rechterlijk jaar.

Uit de verworven inlichtingen blijkt eenerzijds dat, behalve voor de rechtbanken te Brussel, Antwerpen en Charleroi, doorgaans de rechters die het getuigenverhoor hielden, het eindvonnis over de vraag tot echtscheiding vellen, en dat anderzijds, te oordeelen naar de opgaven, juist de rechtbanken te Brussel, Antwerpen en Charleroi te vonnissen hadden over het meereendeel der echtscheidingen.

In de bijlagen nemen wij den brief over van den heer Minister van Justitie, alsmede de daaraan toegevoegde statistiek over het getal getuigenverhooren in zake van echtscheiding, bij de rechtbanken aanhangig.

Overigens handhaaft het wetsontwerp, als hoofdzakelijken waarborg, de aanwezigheid van het openbaar ministerie, inzonderheid aangeduid voor dergelijk getuigenverhoor, vermits alles wat echtscheiding raakt van openbaar belang is.

De Commissie stemde in met het ontwerp, vooral omdat, zoo er wijzigingen worden toegebracht aan het houden van het getuigenverhoor, opdat het gerecht een meer geregelden gang zou hebben, die wijzigingen worden opgewogen door een nieuwen en gewichtigen maatregel, waarvan men goede uitslagen mag verwachten.

Kan de rechter geene toenadering tusschen de echtgenooten verwekken, er wordt hun voortaan een proeftijd van zes maanden opgelegd.

Evenwel kan de rechter, op dadelijk door een hunner gedaan verzoek, dien proeftijd door een gemotiveerd bevel verkorten, zonder hem nochtans tot minder dan twee maanden te mogen verminderen.

De rechter mag den proeftijd van zes maanden maar verkorten wanneer eene der partijen redenen van een dringenden aard inroept.

Op verzoek van een harer leden, dringt de Commissie inzonderheid aan op deze beteekenis, welke de Memorie van toelichting, en na haar de Commissie, geven aan de woorden « gemotiveerd bevel ». Dus moet het tijdsverloop van zes maanden de regel zijn. Die proeftijd! kan maar in uitzonderlijke gevallen, om dringende redenen, worden verkort.

De verschijning van partijen voor den voorzitter strekt trouwens niet om de eigenlijke verzoening der echtgenooten te bewerken, maar, op meer algemeene wijze, om den echtgenoot te doen afzien van zijnen eisch tot echtscheiding.

Dat is eene wijze en voorzichtige bepaling; voor den wetgever is het plicht eene snelle rechtspleging te vermijden en den echtgenooten tijd te laten om te bedaren en te overwegen; hij moet verder zien dan de geschillen tusschen echtgenooten en de mogelijkheid eener toenadering voorzien; vooral dient hij de gevolgen te overwegen, welke de echtscheiding medebrengt voor de uit het huwelijk gesproten kinderen.

De vragen tot echtscheiding nemen vooral betreurenswaardig toe in de bureelen voor kosteloze raadpleging. Naast vragen waarvoor men erge redenen aanvoert, zijn talrijke andere het gevolg van een oogenblik verbittering of opgewondenheid, weinig overwogen en doordacht.

Uit ondervinding blijkt dat meermaals een wachttijd in den gang der rechtspleging deed afzien van den ingestelden eisch en zelfs leidde tot verzoening der echtgenooten.

Bij de rechtspleging in zake van echtscheiding, moest men voorzien dat er voorloopige maatregelen zouden te nemen zijn voor het verblijf der vrouw, de bewaring der kinderen, de uitkeering tot onderhoud.

Het nieuw artikel 239, § 4, bepaalt dat de rechter, zoolang de proeftijd duurt, kan beslissen aangaande de tijdelijke verblijfplaats der echtgenooten, de bewaring der kinderen en de aanvragen om uitkeering tot onderhoud.

De beslissingen van den rechter zijn niet vatbaar voor hooger beroep.

Voorloopige aanvragen worden bij dagvaarding gedaan.

Over deze bepaling ontstond bespreking in de Commissie; er werd aangevoerd: dat zij afwijkt van het gewoon recht, vermits thans de rechtbank beslist; dat beroep en tusschenkomst van het openbaar ministerie de regel was voor vraagstukken betreffende de uitoefening van het vaderlijk gezag, van de macht des echtgenoots, wat van het hoogste belang is voor de kinderen; dat het kan te vreezen zijn, dat eene verkeerde beslissing, zonder beroep, in stede van te verzoenen, veel eer de geschillen tusschen echtgenooten zou verbitteren en vermeerderen.

Onder andere, werd daarop geantwoord dat men zich rechtskundig logisch moest wenden tot den voorzitter; dat de rechtbank slechts moest optreden zoo de zaak bij haar aanhangig was gemaakt; dat men zich bevond in een tijd van overweging en verzoening, die het geding en de bepleiting der zaak voorafgaat.

Werd eene zelfs beperkte openbaarheid geëischt, dan kwam het goed gevolg der pogingen tot verzoening in gevaar, en zelfs soms onherroepelijk, ware men dan verplicht te handelen over vertrouwelijke en kiesche zaken, de

verblijfplaats der vrouw, de bewaring der kinderen, in welke zaken de grieven van partijen geweldig zouden oprijzen en uitleggingen van onderscheiden aard uitlokken.

Het openbaar ministerie, zoo voegde men er bij, was niet aanwezig bij de persoonlijke verschijning van partijen; die aanwezigheid zou allen vaderlijken en vertrouwelijken aard ontnemen aan de bemoeiing van den voorzitter, en, in zake van beroep, waren de voorloopige maatregelen van korten duur en zouden steeds herroepelijk zijn. Door eene bepleiting der zaak voor het Hof te verwekken, wijzigde men volkomen het aanbevolen stelsel; men gaf eene betrekkelijke openbaarheid aan geschillen tusschen echtgenooten en verbrak de eenheid van richting bij de poging tot verzoening; overigens zou het beroep verscheidene uitstellen vergen en was het te vreezen dat beide echtgenooten, in plaats van zich bedaard te bedenken, dan gansch den proeftijd, die dient tot bedaring, zouden besteden aan verbitterenden strijd voor het gerecht.

Om die redenen vereenigde de Middenafdeeling zich met de nieuwe bepaling.

De Commissie stelt voor, de woorden : « voor den duur van den proeftijd », te vervangen door de woorden : « zoolang de proeftijd duurt ».

De vervanging van de woorden « voor den duur » door « zoolang de proeftijd duurt », kwam de Commissie gewettigd voor.

De woorden « voor den duur van den proeftijd » zouden trouwens kunnen medebrengen dat het gerecht eene nieuwe beslissing moet nemen zoodra de proeftijd is verstreken.

De bijzondere Commissie is van oordeel dat tot meerder gemak en om dagvaarding gedurende den tijd van verzoening te vermijden, de echtgenooten zouden kunnen gemachtigd worden om, indien beide partijen aanwezig waren, hare vragen betreffende het voorloopig verblijf, de bewaring der kinderen en de uitkeering tot onderhoud, zelfs bij mondeling verzoek te doen tijdens de verschijning voor den voorzitter. Bijgevolg zouden het vierde, vijfde en zesde lid van het nieuw artikel 239 luiden als volgt :

« De rechter kan, zoolang de proeftijd duurt, beslissen aangaande de tijdelijke verblijfplaats der echtgenooten, de bewaring der kinderen en de aanvragen om uitkeering tot onderhoud.

» De voorloopige aanvragen worden bij dagvaarding gedaan. Zij kunnen worden gedaan bij verzoekschrift, zelfs bij mondeling verzoek, tijdens de verschijning voor den voorzitter, indien beide partijen aanwezig zijn.

» De beslissingen van den rechter, ingeval hij uitspraak doet krachtens dit artikel, zijn niet vatbaar voor hooger beroep ».

De Regeering verklaarde zich te vereenigen met de wijzigingen, door de bijzondere Commissie voorgesteld in artikel 239. Een lid der Commissie deed opmerken dat de tekst zegt : « tijdelijke verblijfplaats der echtgenooten », en stelde de vraag of het niet nauwkeuriger ware te zeggen : « tijdelijke verblijfplaats van de echtgenooten ».

Daarop werd geantwoord dat de tekst, sprekende van de echtgenooten, nauwkeuriger was; rechtsleer en rechtspraak nemen aan dat de rechter de

omstandigheden, het welgevallen en het belang der familie kan bevoordeelen. Wanneer, bij voorbeeld, de vrouw nijverheid of handel drijft in het echtelijk huis, is het maar billijk dat zij er blijft en dat de man het verlaat.

Over den tekst van artikelen 252 en 255 werden geene aanmerkingen gemaakt.

Volgens het ontwerp, mag de aangestelde rechter de getuigen tegenover elkander stellen hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van eene der partijen.

In het wetsvoorstel van den heer Destree, overgelegd op 3 April 1901, kwam dezelfde bepaling voor.

Artikel 262 van 't Wetboek van burgerlijke rechtspleging wil dat de getuigen afzonderlijk worden gehoord, 't is te zeggen dat geen getuige wordt gehoord in bijzijn van een anderen.

Er werd beweerd dat de bewoordingen van artikel 262 de confrontatie van getuigen uitsluit, dat, zoodra dezen hunne verklaringen hebben afgelegd, de getuigenis onherroepelijk is gesloten en onveranderlijk blijft in zake van getuigenverhoor bij burgerlijke zaken en dat deze bepaling nog veel noodzakelijker was in zake van echtscheiding, vermits artikel 283 van het Wetboek voorschrijft dat het getuigenverhoor wordt gehouden met gesloten deuren.

Welnu, het tegenover elkander stellen van getuigen is eene onderzoeksverrichting, welke soms zeer veel nut oplevert voor het ontdekken der waarheid.

Er valt op te merken dat artikel 73 van het Wetboek van strafvordering insgelijks beslist dat getuigen afzonderlijk en buiten aanwezigheid van den betichte worden gehoord door den rechter van instructie, bijgestaan door zijn griffier; doch in de practijk bestaat het tegendeel. Men steunt op het nut dezer confrontatie, om duistere of strijdige punten der getuigenissen op te helderen, en op deze juridische overweging dat de verplichting tot afzonderlijk verhoor niet verbiedt te confronteeren, nadat het verhoor op zulke wijze geschiedde. In elk geval wordt het niet verboden op straf van nietigheid. Het tegenover elkander stellen van getuigen bleef steeds onbetwist in strafrechterlijke zaken voor de vonnisvellende rechtsmacht.

Zooals wordt gezegd in de Memorie van toelichting, kan zij van groot nut zijn in zake van echtscheiding, waarbij de getuigen het vaak oneens zijn of schijnen omtrent gewichtige punten; hier dient te worden toegepast het beginsel, dat de rechter alle middelen van navorsching mag aanwenden die hij noodig acht om geheel op de hoogte te zijn.

In de Memorie van toelichting wordt gezegd dat men, tijdens de beraadslaging in den Senaat, getroffen was door het onrustbarend toenemen van de vragen tot echtscheiding, sedert enkele jaren ingediend, zelfs onder den werkenden stand.

En inderdaad, buiten de landen die nog geene echtscheiding toelieten, neemt deze op aanzienlijke wijze toe onder al de volkeren die echtscheiding in hunne burgerlijke wetgeving opnamen.

(1) *Pandectes belges*, v° Confrontation de témoins, n° 6, 7 en 8.

Natuurlijk wordt door het wetsontwerp de aandacht gevestigd op de zoo gewichtige vraagstukken, door echtscheiding opgeworpen.

Onontbindbaarheid van het huwelijk, door het kerkelijk recht uitgeroepen, bleef lang een der groote beginselen van het openbaar recht in Frankrijk.

De wet van 28 September 1792 veroorloofde in de ruimste mate echtscheiding, op de eenvoudige bewering van niet overeenstemming van gevoelens of van karakter, of wel nadat ter griffie der municipaliteit eene akte was overgelegd, waarbij werd vastgesteld dat zes bloedverwanten en vrienden de echtgenooten niet konden verzoenen, en de echtscheiding volgde na verloop van minstens eene maand of hoogstens zes maanden nadat die akte was overgelegd.

De radicale wet van September 1792 verwekte zulke schandalen en misbruiken dat zij onder het Consulaat en het Keizerrijk dadelijk verdween, en, sedert de wet van 5 Mei 1816, beleefde Frankrijk opnieuw een stelsel dat echtscheiding verbood; het voorstel om ze opnieuw in te voeren werd gestadig verworpen, en eerst na langen tegenstand werd het aangenomen door de wet van 27 Juli 1884.

In de laatste vijf maanden van 1884, waren er in Frankrijk 1,775 echtscheidingen; 4,640 (1) in 1885; 4,781 in 1886 (2); in 1891 bereikt men het cijfer van 7,245, van 9,144 in 1894 en van 9,283 in 1897. In dat cijfer zijn niet begrepen de rechtsvorderingen tot scheiding van tafel en bed, die 2,657 bedroegen in 1897 (3).

Het getal echtscheidingen, onder den arbeidersstand, bedroeg 889 in 1885 en 4,674 in 1894; meer dan de helft der eischen tot echtscheiding gaan uit van arbeidersgezinnen; in de steden is dat eene overgroote en betreurenswaardige verhouding, terwijl er daarentegen in de steden minder huwelijken schijnen gesloten te worden onder den arbeidersstand (4).

Geen volk, zegde de heer de la Marcère, bestendige secretaris der voorzorgsmaatschappijen in Frankrijk, op het Congres der geleerde vereenigingen (afdeeling huishoudkundige en sociale wetenschappen), lijdt aan eene zoo erge en zoo snelle ontreddeering der familie (5).

In België geraakt men tot dezelfde uitslagen.

In 1830, waren er in gansch België 4 echtscheidingen; in 1840, 26; in 1850, 29; in 1860, 56; in 1870, 81; vervolgens 214 in 1880; 375 in 1890; 747 in 1898; 563 in 1899; 690 in 1900 en 821 in 1901 (6).

De statistiek voor 1901, opgegeven door het Ministerie van Justitie en hierboven aangehaald, bewijst dat er, bij den aanvang van 1901, niet meer

(1) *Compte général de l'administration civile et commerciale en France*. Verslag van den Minister van Justitie voor het jaar 1885. XIII.

(2) *Ibidem*, jaar 1886. Verslag, blz. XI.

(3) *Revue de statistique*, derde jaar, 1900-1901, blz. 503 en 504.

(4) *Revue de statistique*, eerste jaar, 1898, blz. 128.

(5) *Ibidem*.

(6) *Annuaire statistique de la Belgique*. Beweging van den burgerlijken stand, van 1830 tot 1902. Drieëndertigste jaar, 1902.

dan 248 getuigenverhooren in zake van echtscheiding ten achter waren, waaronder 242 voor het rechtsgebied Brussel.

De burgerlijke wetgever houdt niet van echtscheiding: in het Wetboek werd zij slechts als uitzondering en als eene noodzakelijkheid opgenomen, en al de bepalingen van dit Wetboek werden neergeschreven met het doel zooveel mogelijk den duur en het bestendige des huwelijks te verzekeren, echtscheiding te vermijden, door te bevelen dat er herhaalde pogingen tot verzoening worden gedaan, en partijen gelegenheid te verschaffen om te overwegen en de scheiding niet door te zetten.

Voorzeker leidde de voorzorg van den wetgever niet tot de verwachte uitslagen.

De vormen, de beproeving, zegde Treilhard, in de toelichting van Titel VI, boek I, van den « Code Napoléon », waarmede echtscheiding wordt omgeven, kunnen misbruik daarvan voorkomen. Laat ons hopen, voegde hij er bij, dat er niet veel gescheiden echtgenooten zullen zijn!

Toen in Frankrijk de wet van 27 Juli 1884 was gemaakt, rekende men er op dat zij, verre van verslapping der zeden te verwekken, van heilzamen invloed zou wezen: er zouden voortaan meer huwelijken worden gesloten en minder echtscheidingen voorkomen dan vroeger scheidingen van tafel en bed; overigens zou het gerecht de echtscheiding behouden voor de ergste gevallen en hare uitbreiding verhinderen.

De feiten en statistieken hebben geantwoord en antwoorden nog voortdurend op die hersenschimmige hoop.

Men begint na te denken over de rampspoedige gevolgen van echtscheiding, én voor de vrouw, die er meestijds het slachtoffer van is én vooral voor de kinderen, beroofd van de weldaad van het huwelijk hunner ouders, van de gezonde, sterke, verstandige en opofferingvolle opleiding, welke dezer onontbindbare vereeniging hun moest verzekeren.

Sommige schrijvers verlangen eene groote hervorming der wet op het huwelijk, door afschaffing van echtscheiding, anderen, nieuwere theoretici, die het huwelijk beschouwen als eene gewone burgerlijke overeenkomst en oordeelen dat de contractanten steeds kunnen verbreken wat zij besloten, zijn voor vrije vereeniging.

De bijzondere Commissie (1), aangesteld tot het onderzoeken van het ontwerp, den 5ⁿ April 1892 overgelegd door den heer Lejeune, oordeelde eenparig dat, aangezien de rechtspleging in zake van echtscheiding eene bijzondere rechtspleging is, in verband met den grond der zaak, zij gezamenlijk moest worden herzien, en dat het bezwaren kon opleveren enkele bepalingen betreffende deze rechtspleging aan te raken, zonder zich om de andere te bekreunen.

Zooals wij reeds deden in ons verslag van 7 Maart 1892, en ter Kamer den 2ⁿ Juli 1904, achten wij het nuttig en gepast de bestaande wetsbepalingen op algemeene wijze te beschouwen en de vraag te stellen of, onder-

(1) De Commissie bestond uit de heeren De Lantsheere, voorzitter; Declercq, De Sadeleer, Ullens, Raemdonck, Dohet en Graux.

steld dat echtscheiding blijft bestaan, sommige artikelen van het Wetboek geene dringende wijzigingen vergen of niet hoeven weg te vallen.

Zoo, bij voorbeeld, de door het maatschappelijk belang en door de zedenleer veroordeelde bepaling van artikel 295 van het Burgerlijk Wetboek, naar luid waarvan lieden die uit den echt zijn gescheiden, om welke redenen ook, zich nooit meer kunnen vereenigen.

De wet van 1792 zelve veroorloofde gescheiden echtgenooten zich weder in den staat van den echt te verbinden.

Het ongerechtigde van artikel 295 van het Burgerlijk Wetboek is uit de Fransche wet verdwenen; het oud artikel werd ingetrokken en vervangen door eene nieuwe bepaling, volgens welke de echtgenooten zich mogen hereenigen, mits zij een nieuw huwelijk aangaan en onder dezelfde huwelijksche voorwaarden als voor hun vroeger huwelijk.

Evenals in de Fransche wet bestaat, had Laurent in zijn voorontwerp tot herziening van het Burgerlijk Wetboek voorgesteld gescheiden echtgenooten te laten hertrouwen, onder dezelfde huwelijksche voorwaarden als die welke vroeger door hen waren geregeld.

Nog andere bepalingen vergen hervorming, bij voorbeeld artikel 510 van het Burgerlijk Wetboek, volgens hetwelk de echtgenoot, oorspronkelijk verweerder, nadat de scheiding drie jaar heeft geduurd, de echtscheiding mag aanvragen en dezer uitspraak verplicht maken.

Gezien den tekst van artikel 510, meende de rechtspraak de zelfs billijke redenen die de echtgenoot, oorspronkelijk eischer, kan aanvoeren, als onverschillig te moeten beschouwen, en slechts voor zooveel het overeenkomt met zijne waardigheid, het aanbod om de scheiding van tafel en bed te moeten aannemen en hem het recht te onzeggen van zijne echtgenoot, als beding tot het hervatten van het samenleven, de vervulling te eischen van de wettelijke verplichtingen die uit het huwelijk voortspuiten (1).

Ook laat de Fransche wet den magistraten het recht om, in het strenger opzicht van echtscheiding, de feiten te beoordeelen, die tot grondslag dienden voor het vonnis tot scheiding van tafel en bed; daarenboven hebben zij het recht om al de omstandigheden der zaak te beoordeelen, zelfs feiten van vóór het vonnis tot scheiding, om daaruit af te leiden welke redenen van aard zijn om den eisch tot verandering der scheiding van tafel en bed in echtscheiding, af te wijzen.

Met het oog op de rechtspleging, geeft de wet niet al de waarborgen der gewone rechtspleging. Het verzet, namelijk, dat de gewone wijze is om bij verstek gevelde vonnissen te bestrijden, bestaat niet voor hen die in echtscheiding pleiten, en beroep is het eenige rechtsmiddel dat de niet verschijnende partij heeft. Op de zoo gewichtige zaak van echtscheiding, inzonderheid op de bepaalde punten die wij behandelen, vestigen wij zoowel de

(1) Brugge, 5 Maart 1894, *Pas.*, 1894, 5, 178.

Gent, 30 Maart 1895, *Pas.*, 1895, 2, 285.

Gent, 27 Juli 1897, *Pas.*, 1898, 2, 49.

Brussel, 18 December 1897, 1898, 2, 50.

Belgisch Hof van Cassatie, 24 Juni 1898, *Pas.*, 1898, 1, 245.

aandacht als het initiatief van de Regeering en van de Wetgevende Kamers.

Het stelsel der wet blijft bestaan voor al de bepalingen, welke niet worden bedoeld in het ontwerp; de eischer moet steeds aanwezig zijn bij al de verrichtingen der rechtspleging, getuigenverhoor inbegrepen.

De heer Denis, die met het ontwerp van wet instemde, deed de navolgende verklaring opteekenen :

« Een der leden van de Commissie, het volstrekt recht voor den verslaggever erkennende, tot het ontwikkelen van gansch zijn gevoelen, acht het evenwel onmogelijk om vooralsnu de door hem opgeworpen ernstige vraagstukken te onderzoeken; hoe billijk ook de bezorgdheid van den verslaggever moge wezen, ten opzichte van de toeneming der echtscheidingen, toch dient er luidop te worden gezegd dat er nooit meer huwelijken werden aangegaan dan in de laatste vier jaar; nooit kwam men tot de verhouding van 1900 en 1901, zijnde 8.62 en 8.70 huisgezinnen op 1,000 inwoners. Deze verhouding betreft voorwaar de gansche bevolking, en, in zooverre de statistiek het laat bevestigen, den werkenden stand. De reden daarvan is, dat er meer huwelijken worden aangegaan in provinciën waar nijverheid, dan wel in provinciën waar landbouw wordt bedreven. Moet iedereen het toenemen der echtscheidingen betreuren en pogingen inspannen om ze te verminderen, uit het bovenstaande dient men af te leiden dat die toeneming op verre na niet bewijst dat er minder neiging tot huwen bestaat; het toenemen der echtscheidingen heeft algemeene oorzaken, die men moet bestudeeren en zoo krachtadig mogelijk trachten te bestrijden.

» Overigens ben ik het er met den verslaggever volkomen over eens dat artikel 295 van het Burgerlijk Wetboek behoort ingetrokken te worden, want het is oprecht onmenschelijk.

» (Ond.) H. DENIS. »

Het ontwerp werd met eenparige stemmen door de bijzondere Commissie goedgekeurd.

De Verslaggever,

F. DOHET-DELRUE.

De Voorzitter,

G. NERINCX.

BIJLAGEN.

I.

PROPOSITION DE LOI

modifiant la procédure en matière
de divorce.

Amendements présentés par la Commission.

ART. 239. — Au jour indiqué, le juge fera aux deux époux, s'ils se présentent, ou au demandeur s'il est seul comparant, les représentations qu'il croira propres à opérer un rapprochement.

S'il ne peut y parvenir, une période d'épreuve de six mois sera imposée aux époux. Toutefois, le juge pourra, sur la demande de l'un d'eux faite séance tenante, abréger cette période par une ordonnance motivée, sans néanmoins pouvoir la réduire à une durée inférieure à deux mois.

A la date fixée par le juge, les parties ou le demandeur se présenteront de nouveau devant lui; s'il ne parvient pas à opérer un rapprochement, il en dressera procès-verbal et ordonnera la communication de la demande et des pièces au ministère public et le référé du tout au tribunal.

Le juge peut, pendant la durée du temps d'épreuve, statuer sur la résidence provisoire des époux, la garde des enfants et les demandes en pension alimentaire.

Les demandes provisoires sont introduites par assignation. Elles peuvent l'être par requête, même verbale, lors de la comparution devant le président si les deux parties sont présentes.

Les décisions prises par le juge en vertu du présent article ne sont pas susceptibles d'appel.

ONTWERP VAN WET

tot wijziging der rechtspleging in zake
van echtscheiding.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ART. 239. — Ten gestelden dage houdt de rechter den echtgenooten, indien beiden zich aanbieden, of den eischer, indien deze alleen verschijnt, zoodanige bedenkingen voor, als hij gepast oordeelt om eene toenadering tot stand te brengen.

Zoo hij daarin niet gelukt, wordt den echtgenooten een proeftijd van zes maanden opgelegd. Evenwel kan de rechter, op dadelijk door één hunner gedaan verzoek, dien proeftijd door een gemotiveerd bevel verkorten, zonder hem nochtans tot minder dan twee maanden te mogen verminderen.

Op den door den rechter bepaalden dag, bieden partijen of de eischer zich opnieuw voor hem aan; gelukt de rechter er niet in eene toenadering tot stand te brengen, dan maakt hij daarvan proces-verbaal op en beveelt de mededeeling van den eisch en van de stukken aan het openbaar ministerie en de verwijzing van het geheel naar de rechtbank.

De rechter kan, zoolang de proeftijd duurt, beslissen aangaande de tijdelijke verblijfplaats der echtgenooten, de bewaring der kinderen en de aanvragen om uitkeering tot onderhoud.

De voorloopige aanvragen worden bij dagvaarding gedaan. Zij kunnen worden gedaan bij verzoekschrift, zelfs bij mondeling verzoek, tijdens de verschijning voor den voorzitter, indien beide partijen aanwezig zijn.

De beslissingen van den rechter, ingeval hij uitspraak doet krachtens dit artikel, zijn niet vatbaar voor hooger beroep.

II.

Brussel, 7 October 1901.

Den Heere Dohet-Delrue, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

MIJNHEER DE VERSLAGGEVER,

In antwoord op de vragen, gesteld door den heer Denis en vermeld in uwen brief van 21 Augustus laatstleden, heb ik de eer U over te maken de statistische tabel der opgave van het getal getuigenverhooren, bij den aanvang van het rechterlijk jaar aanhangig bij iedere rechtbank des lands.

Uit de mij gegeven inlichtingen blijkt, dat, behalve voor de rechtbanken te Brussel, Antwerpen en Charleroi, doorgaans de rechters die het getuigenverhoor leidden, het eindvonnis over de vraag tot echtscheiding velden.

Aanvaard, Mijnheer de Verslaggever, de verzekering mijner hoogachting.

De Minister van Justitie,

VAN DEN HEUVEL.

GETAL GETUIGENVERHOOREN IN ZAKEN VAN ECHTSCHEIDING,
AANHANGIG VOOR DE RECHTBANKEN.

Rechtsgebied Brussel.

Brussel	167	Overgebracht.	184
Leuven	3	Turnhout	0
Nijvel	3	Bergen	3
Antwerpen	11	Charleroi	23
Mechelen	0	Doornik	1
Over te brengen. . . .	184	Totaal.	215

Rechtsgebied Gent.

Gent	8	Overgebracht.	11
Oudenaarde	0	Kortrijk	2
Dendermonde	0	Veurne	0
Brugge	3	Ieperen	0
Over te brengen.	11	Totaal.	13

Rechtsgebied Luik.

Luik	15	Overgebracht.	21
Verviers	5	Marche	0
Hoei	1	Neufchâteau	0
Hasselt	0	Namen	1
Tongeren	0	Dinant.	0
Aarlon.	0		
		Totaal.	22
Over te brengen.	21		

